



Abel Elimby Lobe revient de Yaoundé, où il a pris part en partie aux travaux du Grand dialogue national convoqué par le chef de l'Etat, à l'effet de résoudre la guerre qui déchire le Nord-Ouest et le Sud-ouest.

Deux jours de pourparlers seulement ont suffi à l'ancien conseiller municipal à Douala 5e de claquer la porte de cette grande consultation nationale. Cet homme politique, originaire de la région du Littoral, a soulevé sans succès au cours des assises la question des « autochtones », souhaitant notamment que la population du Littoral soit constituée de 80% d'autochtones et de 20% des autres régions.

De retour à Douala où il réside, l'ancien cadre du SDF, a tenu à faire une publication dans laquelle il revient en substance sur la notion de « **composition sociologique** ». Il profite une fois de plus pour jeter des piques sur les « **mauvais opposants** » qui, dit-il, ont contribué à faire élire Paul Biya, par leur « **égoïsme et leur incapacité chronique à s'unir pour mettre sur pieds une candidature de large consensus** »

Lire l'intégralité de la sortie d'Elimby Lobe

MERCI À TOUS CEUX M'ONT ACCOMPAGNÉ EN ESPRIT POUR DONNER CORPS À LA PRÉSERVATION DES DROITS DES POPULATIONS AUTOCHTONES,

UN PRINCIPE DE NOTRE CONSTITUTION QUI M'EST CHER ET QUI NOUS (DÉLÉGATION DU LITTORAL) A CONDUIT À DEMANDER LA QUANTIFICATION DE LA PRISE EN COMPTE DE LA COMPOSITION SOCIOLOGIQUE DANS L'ÉTABLISSEMENT DES LISTES DE CANDIDATS DANS CHAQUE CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES, LÉGISLATIVES, RÉGIONALES ET SÉNATORIALES À RAISON DE 80% AU MOINS, ARRONDI À L'ENTIER SUPÉRIEUR, D'AUTOCHTONES ET 20% AU MAXIMUM POUR LES COMPATRIOTES VENUS D'AUTRES RÉGIONS POUR SOUTENIR L'INTÉGRATION NATIONALE.

IL FALLAIT AUSSI PROPOSER DE DONNER UNE PARTIE DES REVENUS DU PÉTROLE DE BAKASSI AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES DU SUD-OUEST PAR LA CRÉATION D'UNE REDEVANCE MINIÈRE QUI PROFITE AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES OÙ L'ON PRATIQUE UNE EXPLOITATION MINIÈRE.

IL FALLAIT AUSSI PROPOSER DE METTRE OBLIGATOIREMENT LES CHEFS TRADITIONNELS ET LE MAIRE DANS LES COMMISSIONS CONSULTATIVES POUR L'IMMATRICULATION DIRECT DES TERRAINS RELEVANT DU DOMAINE NATIONALE DE PREMIÈRE CATÉGORIE. IL FALLAIT PROPOSER QUE LES CANDIDATS AU CONSEIL MUNICIPAL AIENT UN NIVEAU DE FORMATION ACADÉMIQUE SOUTENU, AU MOINS BAC OU LICENCE EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DES AFFAIRES PUBLIQUES.

Il n'est plus question de confier les questions complexes du DÉVELOPPEMENT LOCAL aux personnes à la qualification académique sommaire.

IL FALLAIT PROPOSER QUE POUR COMBATTRE LES BLOCAGES ADMINISTRATIFS DE TOUTES SORTES, LE CHEF DE L'ÉTAT LUI-MÊME AIT UN ENTRETIEN ANNUEL AVEC LES MAIRES ET LES PRÉSIDENTS DE CONSEILS RÉGIONAUX POUR RECEVOIR DIRECTEMENT LES INFORMATIONS SUR LES ENTRAVES QUE LES MINISTRES OPPOSENT À LA BONNE MARCHE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES.

Maintenant il nous faut continuer à pousser, pousser encore et encore pour que ces avis parviennent au PRÉSIDENT BIYA, L'ÉLU DU PEUPLE, LÉGAL ET LÉGITIME que les mauvais opposants ont contribué à faire élire par leur égoïsme et leur incapacité chronique à s'unir pour mettre sur pieds une CANDIDATURE DE LARGE CONSENSUS.

LE PRÉSIDENT BIYA SERA PROTÉGÉ, ET LES MAUVAIS OPPOSANTS LE SUBIRONT PENDANT SEPT ANS, ILS LE BOIRONT JUSQU'À LA LIE: PERSONNE NE L'ENLÈVERA PAR LA RUE, PERSONNE, JE VOUS LE DIS. LES IMBÉCILES DOIVENT ASSUMER LEUR BÊTISES.